



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the Access to Information Act 2025-2026

Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès à l'information 2025-2026



Canada 

ISSN 2563-3090

Key title: Annual report on the *Access to Information Act* 2025-2026 (Canada Energy Regulator)

[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2025-2026

© His Majesty the King in Right of Canada as represented by the Canada Energy Regulator 2026

GoC Cat. NE2-26/1-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact :
Canada Energy Regulator
517 Tenth Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Fax: 403-292-5503
Phone: 403-292-4800
1-800-899-1265
Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN 2563-3090

Titre principal : Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2025-2026 (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Autre titre : Annual report on the *Access to Information Act* 2025-2026 (Canada Energy Regulator)

© 2026 Sa Majesté le Roi du Chef du Canada représenté par la Régie de l'énergie du Canada

GC, cat. NE2-26/1-PDF

Ce rapport est publié séparément dans les deux langues officielles. On peut obtenir cette publication sur supports multiples, sur demande.

Pour plus de renseignements, veuillez écrire à :
Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503
Téléphone : 403-292-4800
Sans frais : 1-800-899-1265
Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2025-2026

The *Access to Information Act*

The *Access to Information Act* (the Act) gives the Canadian public a right to access information contained in federal government records, subject to certain specific and limited exceptions. In accordance with section 94 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. This report describes how the Canada Energy Regulator (CER) fulfilled its access to information responsibilities during the fiscal year 2025-2026. The CER does not have any non-operational subsidiaries during this reporting period.

The CER is subject to the *Service Fees Act* with respect to fees collected under the *Access to Information Act*, the CER prepared the current annual report and will table it in accordance with section 20 of the *Service Fees Act*. The Annual Reports are then submitted and tabled to Parliament.

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2025-2026

Loi sur l'accès à l'information

La *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) accorde au public canadien un droit d'accès à l'information contenue dans les documents du gouvernement fédéral, sous réserve de certaines exceptions particulières et limitées. Conformément à l'article 94 de cette loi, le responsable de chaque institution fédérale établit chaque année un rapport sur l'administration de la loi après la clôture de chaque exercice. Le présent rapport décrit la manière dont la Régie de l'énergie du Canada (Régie) s'est acquittée de ses responsabilités en matière d'accès à l'information durant l'exercice 2025-2026. La Régie n'avait pas de filiale non opérationnelle pendant la période visée.

Parce qu'elle est assujettie à la *Loi sur les frais de service* pour ce qui est des frais exigibles en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, la Régie a préparé le présent rapport annuel, et elle le déposera, conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*. Il sera ensuite déposé devant le Parlement.

About the Canada Energy Regulator

The CER regulates interprovincial and international pipelines and powerlines, offshore renewable energy projects, oil and natural gas operations in frontier areas, and energy trade. The CER's mission is regulating infrastructure in a way that prevents harm and ensures the safe, reliable, competitive and environmentally sustainable delivery of energy to Canada and the world. We recognize and respect the inherent and constitutionally protected rights of First Nations, Inuit and Métis. We provide energy information and analysis that informs and supports Canada's transition towards a net zero future. The Minister of Energy and Natural Resources is responsible for this organization.

For more information about the CER please visit our [website](#).

Organizational Structure

Access to information requests at the CER are processed by the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, which is part of the Information Services Team. The Information Services Team reports to the Vice President, Information Management, Security and Facilities, who is the primary delegated ATIP Coordinator. As of the end of 2025-2026, the CER had no consultants and five full-time ATIP Officers who allocated their time to activities related to the Act.

Au sujet de la Régie de l'énergie du Canada

La Régie réglemente les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières ou gazières sur les terres domaniales et le commerce de l'énergie. Sa mission consiste à assurer une réglementation qui prévient les préjudices et fait en sorte que l'énergie soit acheminée de manière sécuritaire, fiable, concurrentielle et durable sur le plan de l'environnement partout au Canada et ailleurs dans le monde. Elle reconnaît et respecte les droits inhérents et protégés par la Constitution des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Elle fournit de l'information ainsi que des analyses pertinentes en matière d'énergie pour expliquer et soutenir la transition du Canada vers un avenir carboneutre. Elle relève du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Pour un complément d'information sur la Régie, prière de consulter son [site Web](#).

Structure organisationnelle

Les demandes d'accès à l'information présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP »), qui est rattaché à l'équipe des services d'information. Ce bureau relève du vice-président de la gestion de l'information, sécurité et installations, agissant à titre de coordonnateur principal délégué de l'AIPRP. À la fin de l'exercice 2025-2026, la Régie ne comptait aucun consultant et cinq agents d'AIPRP à temps plein, se consacrant aux activités liées à la Loi.

The CER was not party to any service agreements under section 96 of the *Access to Information Act* during the reporting period.

The CER's Act responsibilities including part 2 Proactive Publication Requirements are overseen based on area of responsibility. The Vice President Chief of Staff coordinates the proactive disclosure of all deputy head briefing materials, memoranda, reports tabled in Parliament and committee appearance materials. The Vice President Performance and Results is responsible for the proactive publication of travel and hospitality expenses as well as contracts over \$10,000. The Vice President Communications and Engagement oversees the proactive publication of all Grants and Contributions over \$25,000. The timely reporting completion is tracked monthly by the Data Engineering team and overseen by the Vice President Digital Systems and Innovation.

Delegation Order

The *Canada Energy Regulator Act* designates the Chief Executive Officer (CEO) with the authority to exercise the powers, duties, and functions of the Act. The CEO has historically subdelegated this authority. The ATIP team reports to the Vice President Information Management, Security and Facilities to whom the CER CEO's authority under the Act has been delegated.

Pendant la période visée par le rapport, la Régie n'était partie à aucune entente de services aux termes de l'article 96 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

La supervision des responsabilités au titre de cette loi, notamment celles qui sont liées à la partie 2 (publication proactive de renseignements) est assurée en fonction du domaine. Ainsi, la vice-présidente et chef du personnel coordonne la divulgation proactive de toute la documentation de l'administratrice générale, qu'il s'agisse de documents d'information, de notes de service, de rapports au Parlement ou encore du matériel relatif aux comparutions devant un comité. La vice-présidente du rendement et des résultats a la responsabilité de publier proactivement les frais de voyage et d'accueil, de même que les contrats de plus de 10 000 \$. La vice-présidente des communications et de la mobilisation assure une surveillance de la publication proactive de toutes les subventions et contributions de plus de 25 000 \$. Le traitement des demandes dans les délais prescrits fait l'objet d'un suivi par l'équipe responsable des services d'information et d'une supervision par la vice-présidente de la gestion de l'information, sécurité et installations.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

La *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* confère à la présidente-directrice générale l'autorité nécessaire pour exercer les pouvoirs et les attributions prévus dans la Loi. De tout temps, la présidente-directrice générale a délégué ces pouvoirs. L'équipe de l'AIPRP relève de la vice-présidente de la gestion de l'information, sécurité et installations, à qui sont délégués les pouvoirs de la présidente-directrice générale en vertu de la Loi.

The delegation changed from the previous reporting year. Under the current order, three Executive positions have been delegated full authority under the Act. They are the Vice President, Information Management, Security and Facilities (primary ATIP Coordinator), the Vice President, People and Workforce, and Vice President Digital Systems and Innovation (alternate ATIP Coordinators). The Director of Information Services has also been delegated full authority (last resort ATIP Coordinator). The Group Leader ATIP has limited authorization under section 9. From an operational standpoint, granting these authorities to five individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See Annex A for a copy of the delegation order.

La délégation des pouvoirs a changé depuis l'exercice précédent. Aux termes de l'ordonnance actuellement en vigueur, les pouvoirs conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* ont été délégués à trois cadres supérieurs, soit la vice-présidente de la gestion de l'information, sécurité et installations (coordonnateur principal de l'AIPRP), la vice-présidente du soutien au personnel et aux effectifs, et le vice-président des systèmes numériques et de l'innovation (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). La directrice des services d'information s'est également vu conférer de pleins pouvoirs à titre de coordonnatrice de dernier recours de l'AIPRP. Le chef du groupe de l'AIPRP possède un pouvoir d'autorisation limité en vertu de l'article 9. Sur le plan opérationnel, la délégation des pouvoirs à cinq personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

Une copie de l'ordonnance de délégation de pouvoirs se trouve à l'annexe A.

Performance 2025-2026

In 2025-2026, the CER received 21 requests under the Act. This is more than a 31% increase over the number of requests received in the previous reporting period.

The CER achieved a compliance rating of 43% for completed Access to Information requests closed within the legislated timeframe in 2025-2026, which is 33% lower than the previous year. This percentage includes 26 overdue requests from previous reporting periods which the CER's ATIP Office dedicated resources to complete during the fiscal year.

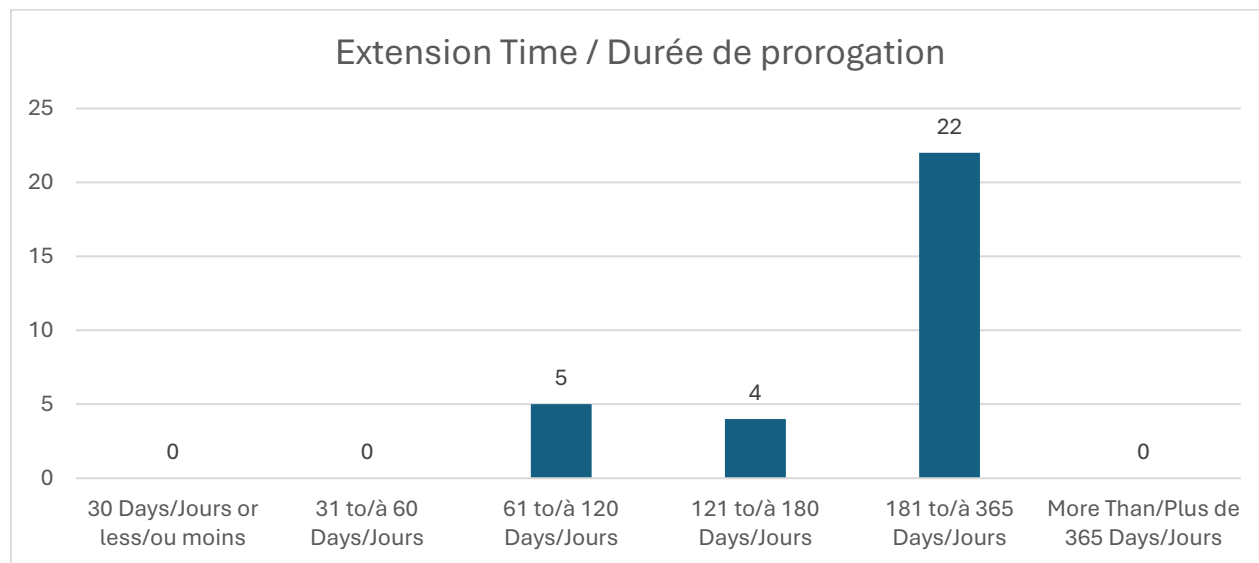
Rendement pour 2025-2026

En 2025-2026, la Régie a reçu 21 demandes au titre de la *Loi sur l'accès à l'information*, une hausse de plus de 31 % par rapport à l'exercice précédent.

Durant l'exercice, la Régie a traité 43 % des demandes reçues dans les délais prescrits en 2025-2026, un pourcentage 33 % inférieur à celui de l'exercice précédent. Ce pourcentage inclut 26 demandes en retard provenant des périodes de déclaration précédentes auxquelles le bureau AIPRP de la Régie a consacré des ressources pour les traiter pendant l'exercice.

In 2025-2026, the CER began transitioning to the new ATIPXpress® software, hosted by Shared Services Canada, which should improve process efficiencies in future years.

Vers la fin de l'exercice 2025-2026, la Régie a commencé à migrer vers un nouveau logiciel appelé ATIPXpress®, hébergé par Services partagés Canada, qui devrait favoriser l'efficacité du processus dans les années à venir.



Section 9 of the Act permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2025-2026, the CER invoked extensions on 31 occasions, or on about 67% of closed files, an increase compared to 47% in the previous year. In 5 cases, an extension was required to conduct third-party notifications, and in 26 other cases it was invoked since the large volume of records made it impossible to meet the original timelines without interfering with CER operations.

L'article 9 de la Loi permet de proroger un délai prescrit dans certaines circonstances. En 2025-2026, la Régie a demandé une prorogation du délai à 31 occasions, soit pour environ 67 % des dossiers traités, une hausse comparativement à 47 % l'exercice précédent. Dans 5 cas, une prorogation était nécessaire pour aviser des tiers et, dans 26 autres, en raison du grand nombre de documents demandés et parce que le respect du délai normal aurait entravé les activités de la Régie.

The CER also received 10 and completed 9 new informal requests during the reporting period, a decrease from the 65 informal requests received in the previous reporting period. All informal requests were previously released packages under the Act identified on the “Completed Access to Information Requests” posted on Canada’s Open Government site.

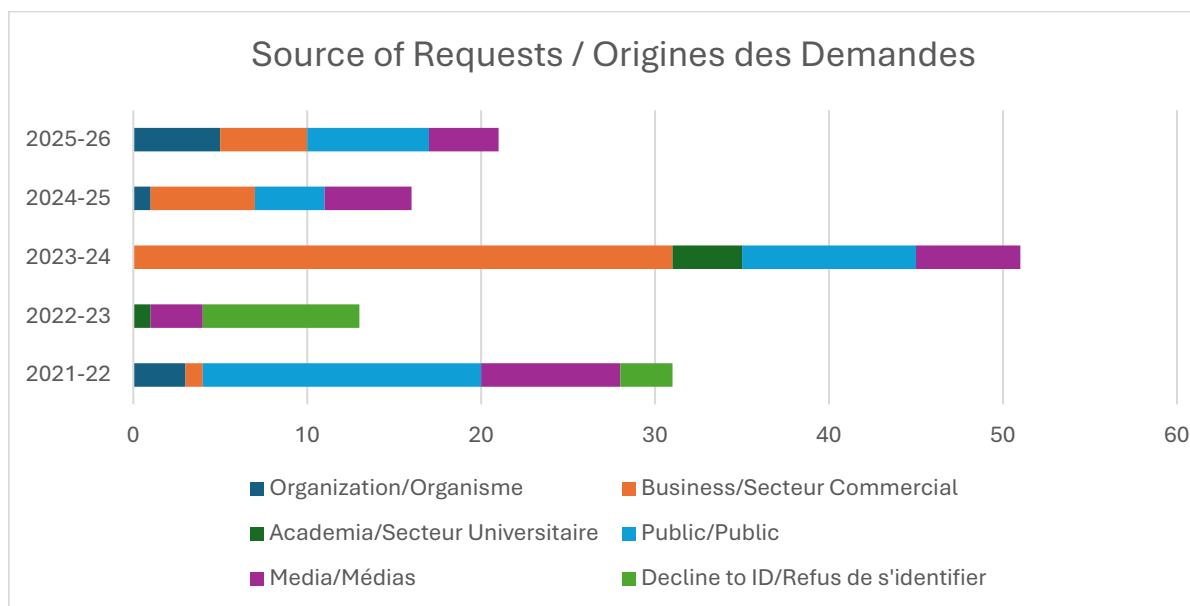
For requests closed during the reporting period, the CER processed 38,937 pages and disclosed 26,881 pages to requesters. This represents a tenfold increase from the number of pages processed last fiscal year. This larger number of processed pages is a direct result of the additional ATIP Officer dedicated to the high-volume case files.

Other federal government agencies and departments also consulted the CER on 27 occasions on which the records under their control related to CER activities. The CER processed 551 pages for these consultations.

La Régie a par ailleurs reçu 10 et traité 9 nouvelles demandes non officielles pendant la période visée par le rapport, ce qui correspond à une baisse comparativement aux 65 reçues pendant la période précédente. Toutes les nouvelles demandes non officielles concernaient des documents publiés précédemment conformément à la Loi, dans la section Demandes d’accès à l’information complétées du site Web du gouvernement ouvert.

Pour ce qui est des dossiers fermés pendant la période visée, la Régie a examiné 38 937 pages et en a communiquées 26 881 aux demandeurs. Il s’agit d’une augmentation d’un facteur dix par rapport au nombre de pages traitées durant l’exercice précédent. Ce plus grand nombre de pages traitées est le résultat direct de l’ajout d’une agente AIPRP supplémentaire dédié aux dossiers a fort volume.

La Régie a été consultée à 27 reprises par d’autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers en lien avec ses activités. Elle a traité 551 pages pour ces consultations.



The CER observed that the most frequent types of requesters in 2025-2026 were from the public (33%), business and organizations respectively (24%), followed by the media (19%).

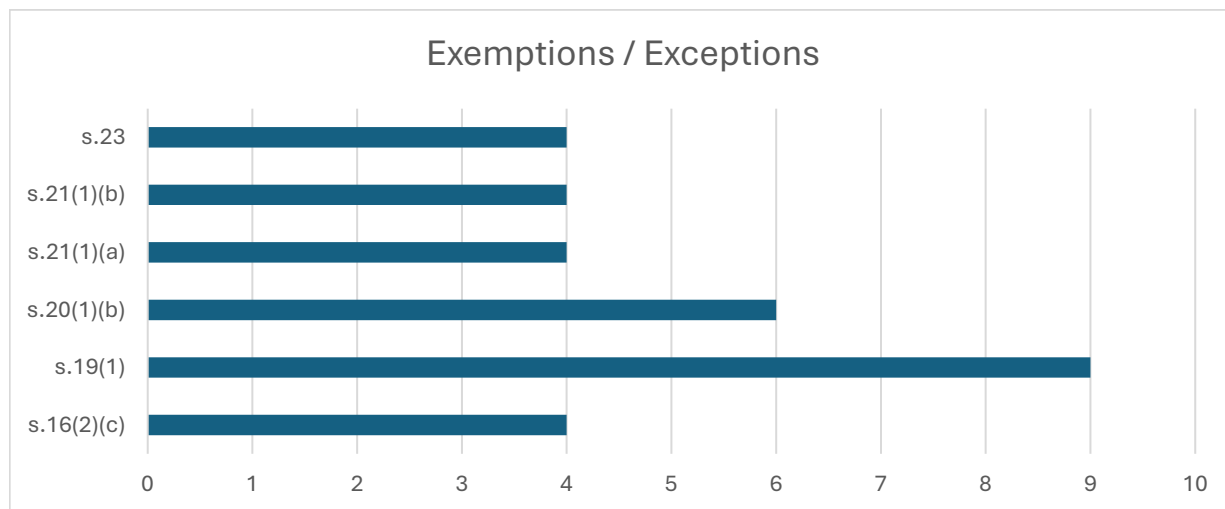
In 2025-2026, the CER closed 46 requests and there were two active complaints, one received during the previous reporting period and one outstanding from 2023-2024. At the end of this reporting period there remained 8 active requests carried over, five received in 2025-2026 still within legislated timelines and three beyond legislated timelines. Of the three beyond legislated timelines there is one each from 2024-2025, 2022-2023 and 2019-2020.

Of the 46 requests closed during the reporting period, records for 33% were fully disclosed, 52% disclosed in part, and 9% no records existed. There were three requests which were transferred or abandoned. Six files were completed within 1-15 days, eight completed within 16-30 days, one within 31-60 days, four more within 61-120 days, one within 181-365 days and 26 completed beyond 365 days.

Pendant l'exercice 2025-2026, la Régie a constaté que les demandes les plus courantes provenaient du public (33 %), du secteurs commercial et organisation respectivement (24 %) et des médias (19 %).

En 2025-2026, la Régie a traité 46 dossiers et a géré deux plaintes actives une déposée pendant l'exercice précédent et l'autre reportée de l'exercice fiscale 2023-24. À la fin de la période visée par le rapport, huit demandes actives ont été reportées à l'exercice suivant, dont cinq reçues en 2025-2026 le délai n'était pas encore expiré, mais celui des trois autres l'étaient. Parmi des trois au-delà des délais législatifs, il y en a un chacun pour 2024-2025, 2022-2023, et 2019-2020.

Des 46 dossiers fermés pendant la période de rapport visée, tous les documents demandés ont été transmis dans 33 % des cas, ils n'ont été communiqués qu'en partie dans 52 % des cas et ils n'existaient pas dans 9 % des cas. Dans trois cas, la demande a été transférée ou abandonnée. Six dossiers ont été fermés en 1 à 15 jours, huit en 16 à 30 jours, un en 31 à 60 jours, quatre autres en 61 à 120 jours, un en 181 à 365 jours et 26 en plus de 365 jours.



Most of the exemptions invoked by the CER in 2025-2026 fell under subsection 19(1) of the Act, which protects personal information; paragraph 20(1)(b), which protects third party commercial information; paragraph 21(1)(b), which protects the deliberation process of public servants; paragraph 21(1)(a), which protects advice; paragraph 23(1) which protects solicitor-client privilege; and section 16(2)(c), which protects lawful investigations.

During 2025–26, the CER’s Access to Information and Privacy (ATIP) program continued to operate effectively in a hybrid work environment, with minimal impact on service delivery. While processing efficiency was affected by aging redaction and case management systems, progress was made toward implementing a modernized ATIP solution. The rollout of the new ATIPXpress® platform was delayed due to resource constraints and a strategic decision to transition to a Software-as-a-Service model. Once fully implemented, the new system is expected to streamline request processing, reduce administrative duplication, and enhance the collection and reporting of ATIP performance data, supporting improved service to Canadians.

See Annex B for further statistical information.

La plupart des exemptions invoquées par la Régie en 2025-2026 visaient le paragraphe 19(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*, qui protège les renseignements personnels ; l’alinéa 20(1)(b), qui protège des renseignements financiers de tiers; l’alinéa 21(1)b), qui protège le processus de délibération de fonctionnaires; l’alinéa 21(1)a), qui protège les avis et les recommandations; l’alinéa 23(1), qui protège le secret professionnel de l’avocat; et l’article 16(2)(c), qui protège les enquêtes licites.

En 2025-2026, le programme d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (« AIPRP ») de la Régie a réussi à maintenir son efficacité malgré l'environnement de travail hybride, qui n'a eu qu'une incidence minimale sur la prestation de services. Bien que des systèmes vieillissants de gestion et de caviardage ont freiné l'efficacité du programme, des progrès ont été réalisés quant à la mise en place d'une solution d'AIPRP modernisée. Le déploiement de la nouvelle plateforme ATIPXpress® a été repoussé en raison de contraintes liées aux ressources et de la décision stratégique d'effectuer la transition vers un modèle de logiciel-service. Une fois en place, le nouveau système devrait simplifier le traitement des demandes, réduire les répétitions administratives et améliorer le recueillement et le rapport des données sur le rendement du programme d'AIPRP, le tout dans le but d'améliorer le service offert à la population canadienne.

L'annexe B renferme davantage de renseignements statistiques.

Reporting on Access to Information fees for the purposes of the *Service Fees Act*

The *Service Fees Act* requires a responsible authority to report annually to Parliament on the fees collected by the institution.

Regarding fees collected under the *Access to Information Act*, the information below is reported in accordance with the requirements of section 20 of the *Service Fees Act*.

- Authority: *Access to Information Act*
- Fee amount: \$5 fee per ATI request
- Total revenue: \$100 in 2025-2026
- Fees waived: \$5 in 2025-2026

In accordance with the Directive on Access to Information Requests, issued on July 13, 2022, and the changes to the Act that came into force on June 21, 2019, the Canada Energy Regulator waives all fees prescribed by the Act and Regulations, other than the \$5 application fee set out in paragraph 7 of the Regulations.

During 2025-2026, the CER Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$446,623 in salary costs.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2025-2026, the ATIP Office conducted individual training sessions for the Commissioners, Senior Management and ATIP Practitioners. The hybrid work environment and new technologies continued status quo through to March 31, 2026.

Déclaration des frais liés à l'accès à l'information aux fins de la *Loi sur les frais de service*

En vertu de la *Loi sur les frais de service*, l'autorité compétente doit déposer chaque année devant le Parlement un rapport sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les droits perçus au titre de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements suivants doivent être fournis aux termes de l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

- Source : *Loi sur l'accès à l'information*
- Montant des droits : 5 \$ par demande
- Recettes totales : 100 \$ en 2025-2026
- Droits annulés : 5 \$ en 2025-2026

Conformément à la Directive sur les demandes d'accès à l'information, entrée en vigueur le 13 juillet 2022, et aux modifications apportées à la loi, entrées en vigueur le 21 juin 2019, la Régie renonce à tous les droits prescrits dans la loi et son règlement, à l'exception du droit de 5 \$ prévu à l'article 7 de ce dernier.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le bureau de l'AIPRP de la Régie a engagé des coûts de 446 623 \$ en salaires.

Formation et sensibilisation

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue de porter un intérêt particulier à la formation. En 2025-2026, il a conclu des séances de formation individuelles pour les commissaires, la haute direction et les spécialistes. Le milieu de travail hybride et l'adoption de nouvelles technologies se sont poursuivis jusqu'au 31 mars 2026.

During 2025-2026, the CER continued to require that all new CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – COR502 course offered by the Canada School of Public Service. During this period, 45 CER employees and contractors registered for the course with all completing it successfully.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat of Canada policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

The CER continued to examine its ATIP Program and all procedures to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

The service as a software ATIPXpress® has been acquired and is scheduled to be in place in 2026-2027, to reduce administrative document processing time, and enhance the collection and reporting of ATIP performance data.

As an organization that values openness and transparency, the CER strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the Act. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

En 2025-2026, la Régie a continué d'exiger que tous ses nouveaux employés et entrepreneurs suivent un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (COR502), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Ainsi, 45 employés et entrepreneurs de la Régie se sont inscrits à ce cours, qu'ils ont tous réussi.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation du programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et rendus accessibles dans l'intranet de l'organisation, où on trouve aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

La Régie a poursuivi l'examen de ses procédures d'AIPRP dans l'optique de les améliorer et de relever les occasions d'accroître son efficacité dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

Le logiciel-service ATIPXpress®, dont l'utilisation devrait commencer pendant l'exercice 2026-2027, a été acquis pour réduire le temps de traitement des documents administratifs et améliorer le recueillement et le rapport des données sur le rendement du programme d'AIPRP.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la Régie s'assure que l'information est à la disposition du public sans qu'il soit nécessaire de recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Comme celle-ci l'exige, les exceptions à l'accès public sont limitées et ciblées.

Proactive Publication under Part 2

The Information Services team works with department officials to fulfill the proactive publication legislative requirements in Part 2 of the Act. Sections 82 to 84 and 86 to 88 of Part 2 of the Act, stipulate that government entities that support a minister, are required to publish proactively to [Open Canada](#) travel expenses, hospitality expenses, reports tabled in parliament, contracts, grants and contributions, briefing material and expense reports. Within the CER, this responsibility falls to the Performance and Results Business Unit, the Executive Office Business Unit and the Communications and Engagement Business Unit in collaboration with the Data Engineering Team. Executives within each Business Unit regularly monitor their compliance to ensure the accuracy and completeness of proactively published information.

See Annex C for a copy of the proactive publication chart.

Publication proactive aux termes de la partie 2

L'équipe responsable du gouvernement ouvert travaille avec les hauts dirigeants de l'organisation pour respecter les exigences relatives à la divulgation proactive prévues par la partie 2 de la Loi. Suivant les articles 82 à 84 et 86 à 88 (partie 2) de cette loi, les entités du secteur public qui soutiennent un ministre sont tenues de publier de manière proactive sur le site du [gouvernement ouvert](#) les dépenses afférentes aux déplacements, les frais d'accueil, les rapports déposés au Parlement, les contrats, les subventions et contributions, les documents d'information et les rapports sur les dépenses. À la Régie, ce sont le bureau de la direction, le secteur du rendement et des résultats et le secteur des communications et de la mobilisation qui assument la responsabilité de la publication proactive, en collaboration avec l'équipe de l'ingénierie des données. Les dirigeants de secteur font un suivi régulier de leur conformité, afin d'assurer l'exactitude et l'exhaustivité des renseignements publiés de manière proactive.

Une copie du graphique de publication proactive se trouve à l'annexe C.

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2025–2026, there were no new complaints registered with the Office of the Information Commissioner, and two outstanding from the previous reporting period. Both outstanding complaints were closed by the end of this reporting period.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2025-2026.

With implementation of the new ATIPXpress® redaction software coupled with reinvigorated awareness and training on appropriate records management, the ATIP Office anticipates accelerated response and processing times of requests. The AI-enabled software will improve the processing time of relevant documents, resulting in shorter processing timelines. Enhancing the CER's ability to be responsive to requesters with packages that are timely and complete.

The CER's ATIP Officers actively participate in annual ATIP courses including Canada School of Public Service courses, webinars and Deep Dives offered by the Treasury Board Information and Privacy Policy Department and ATIP practitioner conferences.

Résumé des principaux enjeux et des mesures prises à la suite de plaintes

En 2025-2026, aucune plainte n'a été déposées devant le Commissariat à l'information et deux en suspens de la période précédente. Les deux plaintes ont été fermées par la fin de l'exercice 2025-2026.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada durant l'exercice 2025-2026.

Grâce au déploiement du nouveau logiciel de caviardage ATIPXpress® et à une sensibilisation et une formation renouvelées sur la bonne gestion des documents, le bureau de l'AIPRP s'attend à ce que les délais de réponse et de traitement des demandes s'accélèrent. La fonction d'intelligence artificielle du nouveau logiciel améliorera le temps de traitement des documents visés, ce qui raccourcira les délais de traitement et permettra à la Régie de fournir aux demandeurs des ensembles complets de documents, dans les meilleurs délais.

Les agents de l'AIPRP de la Régie participent activement aux cours offerts chaque année dans leur domaine, notamment aux cours de l'École de la fonction publique du Canada, à des webinaires et analyses approfondies du service de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Conseil du Trésor, ainsi qu'à des conférences à l'intention des spécialistes de l'AIPRP.

Monitoring Compliance

The Director Information Services meets weekly with the ATIP Team for full case reviews. This includes discussions about technical issues, status/progress updates and the timeliness of processing requests.

These findings are regularly communicated to the ATIP Coordinator. All requests are tracked in a central repository reviewed and updated weekly, as well as shared with the Senior Management Committee.

Monthly statistical reports are provided by the ATIP Team to the Director of Information Services. These statistics are presented to the ATIP Coordinator responsible for the oversight of the ATIP program.

Surveillance de la conformité

La directrice des services d'information rencontre chaque semaine l'équipe de l'AIPRP pour passer en revue tous les dossiers. Ces rencontres donnent lieu à des discussions sur des questions techniques, des mises à jour sur l'état d'avancement et la rapidité de traitement des demandes.

Les constats qui s'en dégagent sont communiqués régulièrement au coordonnateur de l'AIPRP. Toutes les demandes font l'objet d'un suivi depuis un dépôt central, sont examinées et mises à jour chaque semaine; le comité de la haute direction est ensuite mis au courant.

L'équipe de l'AIPRP remet des rapports statistiques mensuels à la directrice des services d'information. Ces statistiques sont présentées au coordonnateur de l'AIPRP, qui est responsable de la surveillance du programme.

Annex A Delegation Order

Annexe A Ordonnance de délégation



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 9th day of October 2025.

Sletto,
Tracy



Digitally signed by Sletto, Tracy
DN: C=CA, O=GC, OU=NEB-ONE, CN="Sletto,
Tracy"
Reason: I am approving this document with my
legally binding signature
Location:
Date: 2025.10.09 14:39:17-06'00'
Foxit PDF Editor Version: 13.1.6

Tracy Sletto
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Information Management, Security and Facilities	Full authority	Full authority
Vice-President, People and Workforce	Full authority	Full authority
Vice-President, Digital Systems and Innovation	Full authority	Full authority
Director, Information Services	Full authority	Full authority
Group Leader, ATIP	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	Section 15 of the PA



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Délégation des pouvoirs en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 9 octobre 2025.

**Sletto,
Tracy**



Digitally signed by Sletto, Tracy
DN: C=CA, O=GC, OU=NEB-ONE, CN="Sletto, Tracy"
Reason: I am approving this document with my legally binding signature
Location:
Date: 2025.10.09 14:39:35-06'00'
Foxit PDF Editor Version: 13.1.6

Tracy Sletto
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, Gestion de l'information, sécurité, et installations	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, Personnel et de soutien aux effectifs	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, Systèmes numériques et innovation	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Services d'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Chef de groupe, gestion des données et de l'information	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Section 15 de LPRP



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 31st day of July 2023.

Tracy Sletto
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, People and Workforce	Full authority	Full authority
Vice-President, Secretary of the Commission	Full authority	Full authority
Vice-President, Communications and Engagement	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Full authority	Full authority
Group Leader, ATIP	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	Section 15 of the PA



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 31 juillet 2023.

Tracy Sletto
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, personnel et de soutien aux effectifs	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président et secrétaire de la Commission	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, communications et de la mobilisation	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Gouvernement ouvert	Autorité absolue	Autorité absolue
Chef de groupe, gestion des données et de l'information	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Section 15 de LPRP

Annex B Statistical Information

Annexe B Renseignements statistiques



Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 4/1/2025 to 3/31/2026

Section 1: Requests Under the *Access to Information Act*

1.1 Number of requests

		Number of Requests
Received during reporting period		21
Outstanding from previous reporting periods		33
• Outstanding from previous reporting period	6	
• Outstanding from more than one reporting period	27	
Total		54
Closed during reporting period		46
Carried over to next reporting period		8
• Carried over within legislated timeline	5	
• Carried over beyond legislated timeline	3	

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	4
Academia	0
Business (private sector)	5
Organization	5
Public	7
Decline to Identify	0
Total	21

1.3 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	21
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	21

Section 2: Informal Requests

2.1 Number of informal requests

		Number of Requests
Received during reporting period		10
Outstanding from previous reporting periods		0
• Outstanding from previous reporting period	0	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		10
Closed during reporting period		9
Carried over to next reporting period		1

2.2 Completion time of informal requests

Completion Time							
0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
0	8	1	0	0	0	0	9

2.3 Pages released and re-released informally

Less Than 500 Pages Released and Re-released		500-10000 Pages Released and Re-released		More Than 10000 Pages Released and Re-released	
Number of Requests	Number of pages	Number of Requests	Number of pages	Number of Requests	Number of pages
8	1861	1	1837	0	0

Section 3: Applications to the Information Commissioner on Declining to Act on Requests

	Number of Requests
Outstanding from previous reporting period	0
Sent during reporting period	1
Total	1
Approved by the Information Commissioner during reporting period	0
Declined by the Information Commissioner during reporting period	0
Withdrawn during reporting period	0
Carried over to next reporting period	1

Section 4: Requests Closed During the Reporting Period

4.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More than 365 Days	
All disclosed	3	4	1	1	0	0	6	15
Disclosed in part	0	2	0	2	0	1	19	24
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	2	2	0	0	0	0	0	4
Request transferred	1	0	0	0	0	0	0	1
Request abandoned	0	0	0	1	0	0	1	2
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	6	8	1	4	0	1	26	46

4.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	4	18(d)	1	21(1)(a)	4
13(1)(e)	1	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	4
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	1
14(a)	2	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	1
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	9	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	4
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	6	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	2	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	2		
16(1)(a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)(b)	0	17	2				
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

4.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	2	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
0	39	0	0	0	0

4.5 Complexity

4.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper, e-record and dataset formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
38937	26881	41

4.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper, e-record and dataset formats by size of requests

Disposition	Less Than 500 Pages Processed		500-10 000 Pages Processed		More Than 10 000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	11	4071	4	3130	0	0
Disclosed in part	6	729	18	26701	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	1	4306	0	0
Total	18	4800	23	34137	0	0

4.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio and video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio and video formats

Disposition	Number of Requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0
Disclosed in part	0	0
All exempted	0	0
All excluded	0	0
Request abandoned	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0
Total	0	0

4.5.5 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	1	1	0	2
Disclosed in part	6	4	0	10
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	1	1	2
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	7	6	1	14

4.6 Closed requests

4.6.1 Requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	20
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	43.47826087

4.7 Deemed refusals

4.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations/ Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
26	26	0	0	0

4.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	15	15
More than 365 days	1	10	11
Total	1	25	26

Section 5: Extensions

5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	7	0	0	1
Disclosed in part	17	0	0	4
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	0	0
No records exist	1	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	26	0	0	5

5.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	2	0	0	3
121 to 180 days	2	0	0	2
181 to 365 days	22	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	26	0	0	5

Section 6: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived		Fee Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	20	\$100.00	1	\$5.00	0	\$0.00
Other fees	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	20	\$100.00	1	\$5.00	0	\$0.00

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	27	551	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	27	551	0	0
Closed during the reporting period	26	548	0	0
Carried over within negotiated timelines	1	3	0	0
Carried over beyond negotiated timelines	0	0	0	0

7.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

[illegible]

7.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations outside the Government of Canada

[illegible]

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 500 Pages Processed		500-10000 Pages Processed		More Than 10000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

8.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 500 Pages Processed		500-10000 Pages Processed		More Than 10000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Section 9: Investigations and Reports of finding

9.1 Investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal Representations
1	0	1

9.2 Investigations and Reports of finding

Subsection 37(1) Initial Reports			Subsection 37(2) Final Reports		
Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing an intent to issue an order by the Information Commissioner	Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	1	2	0	0

Section 10: Court Action

10.1 Court actions on complaints

Section 41				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Court actions on third party notifications under paragraph 28(1)(b)

Section 44 - under paragraph 28(1)(b)
0

Section 11: Resources Related to the *Access to Information Act*

11.1 Allocated Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$446,623
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$446,623

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	4.570
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	4.570

Note: Enter values to three decimal places.



Supplemental Statistical Report on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 2025-04-01 to 2026-03-31

Section 1: Requests Carried Over and Active Complaints Under the *Access to Information Act*

1.1 Requests carried over to next reporting period, broken down by reporting period received

Reporting Period Requests Carried Over Were Received	Requests Carried Over that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2026	Requests Carried Over that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2026	Total
Received in 2025-26	5	0	5
Received in 2024-25	0	1	1
Received in 2023-24	0	0	0
Received in 2022-23	0	1	1
Received in 2021-22	0	0	0
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	1	1
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17 or earlier	0	0	0
Total	5	3	8

1.2 Active complaints with the Information Commissioner of Canada, broken down by reporting period received

Reporting Period Active Complaints Were Received by Institution	Number of Active Complaints
Received in 2025-26	0
Received in 2024-25	0
Received in 2023-24	0
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17 or earlier	0
Total	0

Section 2: Requests Carried Over and Active Complaints Under the *Privacy Act*

2.1 Requests carried over to next reporting period, broken down by reporting period received

Reporting Period Requests Carried Over Were Received	Requests Carried Over that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2026	Requests Carried Over that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2026	Total
Received in 2025-26	0	0	0
Received in 2024-25	0	0	0
Received in 2023-24	0	0	0
Received in 2022-23	0	0	0
Received in 2021-22	0	0	0
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	0	0
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17 or earlier	0	0	0
Total	0	0	0

2.2 Active complaints with the Privacy Commissioner of Canada, broken down by reporting period received

Reporting Period Active Complaints Were Received by Institution	Number of Active Complaints
Received in 2025-26	1
Received in 2024-25	0
Received in 2023-24	0
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17 or earlier	0
Total	1

Section 3: Universal Access under the Privacy Act

How many requests were received from foreign nationals outside of Canada in 2025-26?	0
--	---





Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Régie de l'énergie

Période d'établissement de rapport : 4/1/2025 au 3/31/2026

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information (LAI)

1.1 Nombre de demandes

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		21
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		33
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	6	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	27	
Total		54
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		46
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		8
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la LAI	5	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la LAI	3	

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	4
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	5
Organisation	5
Public	7
Refus de s'identifier	0
Total	21

1.3 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	21
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	21

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		10
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		10
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		9
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		1

2.2 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							
0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
0	8	1	0	0	0	0	9

2.3 Pages communiquées et recommuniquées informellement

Moins de 500 pages recommuniquées		De 500 à 10 000 pages recommuniquées		Plus de 10 000 pages recommuniquées	
Nombre de demandes	Nombre de pages	Nombre de demandes	Nombre de pages	Nombre de demandes	Nombre de pages
8	1861	1	1837	0	0

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	1
Total	1
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	1

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

4.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	3	4	1	1	0	0	6	15
Communication partielle	0	2	0	2	0	1	19	24
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	2	2	0	0	0	0	0	4
Demande transférée	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	0	0	0	1	0	0	1	2
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	6	8	1	4	0	1	26	46

4.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	4	18d)	1	21(1)a)	4
13(1)e)	1	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	4
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	1
14a)	2	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	1
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	9	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	4
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	6	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.4(1)a)	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)b)	0	20(1)c)	2	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.5	0	20(1)d)	2		
16(1)a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)b)	0	17	2				
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	2	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	39	0	0	0	0

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
38937	26881	41

4.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

Disposition	Moins de 500 pages traitées		500 à 10 000 pages traitées		Plus de 10 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	11	4071	4	3130	0	0
Communication partielle	6	729	18	26701	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	1	4306	0	0
Total	18	4800	23	34137	0	0

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio et vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio et vidéo par disposition des demandes

Disposition	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0
Communication partielle	0	0
Exception totale	0	0
Exclusion totale	0	0
Demande abandonnée	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0
Total	0	0

4.5.5 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	1	1	0	2
Communication partielle	6	4	0	10
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	1	1	2
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	7	6	1	14

4.6 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la LAI

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la LAI	20
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la LAI (%)	43.47826087

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la LAI

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la LAI	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
26	26	0	0	0

4.7.2 Demandes fermées au-dela des délais prévus par la Loi (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	15	15
Plus de 365 jours	1	10	11
Total	1	25	26

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	7	0	0	1
Communication partielle	17	0	0	4
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0
Aucun document n'existe	1	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	26	0	0	5

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	2	0	0	3
121 à 180 jours	2	0	0	2
181 à 365 jours	22	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	26	0	0	5

Section 6 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés		Frais remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	20	\$100.00	1	\$5.00	0	\$0.00
Autres frais	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	20	\$100.00	1	\$5.00	0	\$0.00

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	27	551	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	27	551	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	26	548	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	1	3	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

[illegible]

7.3 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations à l'extérieur du gouvernement du Canada

[illegible]

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 500 pages traitées		De 500 à 10 000 pages traitées		Plus de 10 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 500 pages traitées		De 500 à 10 000 pages traitées		Plus de 10 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Paragraphe 30(5) Cessation de l'enquête	Paragraphe 35 Présenter des observations
1	0	1

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

Paragraphe 37(1) Comptes rendus initiaux			Paragraphe 37(2) Comptes rendus finaux		
Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant une intention d'émettre une ordonnance par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information
0	0	1	2	0	0

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

11.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$446,623
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$446,623

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	4.570
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	4.570

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.



Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Régie de l'énergie du Canada

Période
d'établissement de
rapport : 2025-04-01 au 2026-03-31

Section 1 : Demandes reportées et plaintes actives en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Demandes reportées à la prochaine période d'établissement de rapports, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les demandes reportées ont été reçues	Demandes reportées <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2026	Demandes reportées <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2026	Total
Reçues en 2025-2026	5	0	5
Reçues en 2024-2025	0	1	1
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	1	1
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	1	1
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017 ou plus tôt	0	0	0
Total	5	3	8

1.2 Plaintes actives auprès du Commissaire à l'information du Canada, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les plaintes actives ont été reçues par l'institution	Nombre de plaintes actives
Reçues en 2025-2026	0
Reçues en 2024-2025	0
Reçues en 2023-2024	0
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017 ou plus tôt	0
Total	0

Section 2 : Demandes reportées et plaintes actives en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***2.1 Demandes reportées à la prochaine période d'établissement de rapports, ventilées par période d'établissement de rapports reçue**

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les demandes reportées ont été reçues	Demandes reportées <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2026	Demandes reportées <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2026	Total
Reçues en 2025-2026	0	0	0
Reçues en 2024-2025	0	0	0
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	0	0

2.2 Plaintes actives auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les plaintes actives ont été reçues par l'institution	Nombre de plaintes actives
Reçues en 2025-2026	1
Reçues en 2024-2025	0
Reçues en 2023-2024	0
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017 ou plus tôt	0
Total	1

Section 3: Accès universel sous la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2025-2026?	0
---	---

Canada

Annex C Proactive Publication

Annexe C Publication proactive

Legislative Requirement	Section of ATIA	Publication Timeline	Does requirement apply to your institution? (Y/N)	Internal group(s) or position(s) responsible for fulfilling requirement	% of proactive publication requirements published within legislated timelines*	Link to web page where published**
Apply to all Government Institutions as defined in section 3 of the <i>Access to Information Act</i>						
Travel Expenses	82	Within 30 days after the end of the month of reimbursement	Y	Performance and Results Business Unit	100% completion rate	Travel Expenses
Hospitality Expenses	83	Within 30 days after the end of the month of reimbursement	Y	Performance and Results Business Unit	100% completion rate	Hospitality Expenses
Reports tabled in Parliament	84	Within 30 days after tabling	Y	Performance and Results Business Unit	100% completion rate	Reports tabled in Parliament
Apply to government entities or Departments, agencies, and other bodies subject to the Act and listed in Schedules I, I.1, or II of the <i>Financial Administration Act</i>						
Contracts over \$10,000	86	Q1-3: Within 30 days after the quarter Q4: Within 60 days after the quarter	Y	Performance and Results Business Unit	100% completion rate 100% completion rate	Contracts over \$10,000 Annual Aggregated Total - Contracts \$10K and under
Grants & Contributions over \$25,000	87	Within 30 days after the quarter	Y	Communications and Engagement Business Unit	100% completion rate	Grants & Contributions
Packages of briefing materials prepared for new or incoming deputy heads or equivalent	88(a)	Within 120 days after appointment	Y	Executive Office Business Unit	100% completion rate	Packages of briefing materials prepared for new or incoming deputy heads or equivalent
Titles and reference numbers of memoranda prepared for a deputy head or equivalent, that is received by their office	88(b)	Within 30 days after the end of the month received	Y	Executive Office Business Unit	100% completion rate	Briefing Note Titles and Numbers

Packages of briefing materials prepared for a deputy head or equivalent's appearance before a committee of Parliament	88(c)	Within 120 days after appearance	Y	Executive Business Unit	100% completion rate	Packages of briefing materials prepared for a deputy head or equivalent's appearance before a committee of Parliament
Applies to government institutions that are departments named in Schedule I to the <i>Financial Administration Act</i> or portions of the core public administration named in Schedule IV to that Act (i.e. government institutions for which Treasury Board is the employer)						
Reclassification of positions	85	Within 30 days after the quarter	N			
Apply to Ministers' Offices (therefore apply to any institution that performs proactive publication on behalf of a Minister's Office)						
Packages of briefing materials prepared by a government institution for new or incoming ministers	74(a)	Within 120 days after appointment	N			
Titles and reference numbers of memoranda prepared by a government institution for the minister, that is received by their office	74(b)	Within 30 days after the end of the month received	N			
Package of question period notes prepared by a government institution for the minister and in use on the last sitting day of the House of Commons in June and December	74(c)	Within 30 days after last sitting day of the House of Commons in June and December	N			

Packages of briefing materials prepared by a government institution for a minister's appearance before a committee of Parliament	74(d)	Within 120 days after appearance	N			
Travel Expenses	75	Within 30 days after the end of the month of reimbursement	N			
Hospitality Expenses	76	Within 30 days after the end of the month of reimbursement	N			
Contracts over \$10,000	77	Q1-3: Within 30 days after the quarter Q4: Within 60 days after the quarter	N			
Ministers' Offices Expenses Note: This consolidated report is currently published by TBS on behalf of all institutions.	78	Within 120 days after the fiscal year	N			

Exigence législative	Section de la LAI	Calendrier de publication	Cette exigence s'applique-t-elle à votre institution? (O ou N)	Groupe interne ou titulaire du poste chargé de satisfaire à l'exigence	Pourcentage d'exigences relatives à la publication proactive publiées dans les délais prescrits par la LAI*	Lien vers la page Web de la publication**
Toutes les institutions gouvernementales telles que définies à l'article 3 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>						
Frais de voyage	82	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement	O	Secteur du rendement et des résultats	Taux d'achèvement de 100 %	Dépenses afférentes aux déplacements
Frais d'accueil	83	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement	O	Secteur du rendement et des résultats	Taux d'achèvement de 100 %	Frais d'accueil
Rapports déposés au Parlement	84	Dans les 30 jours suivant le dépôt	O	Secteur du rendement et des résultats	Taux d'achèvement de 100 %	Rapports déposés au Parlement
Entités publiques ou ministères, agences et autres organismes soumis à la LAI et énumérés dans les annexes I, I.1 ou II de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>						
Contrats de plus de 10 000 \$	86	Q1-3 : Dans les 30 jours suivant le trimestre Q4: Dans les 60 jours suivant le trimestre	O	Secteur du rendement et des résultats	Taux d'achèvement de 100 % Taux d'achèvement de 100 %	Contrats de plus de 10 000 \$ Total global - Contrats de 10 000 \$ et moins
Subventions et contributions supérieures à 25 000 \$	87	Dans les 30 jours suivant le trimestre	O	Secteur des communications et de la mobilisation	Taux d'achèvement de 100 %	Subventions et contributions
Documents d'information préparés pour l'administrateur général, nouveau ou entrant, ou toute personne à un poste de niveau équivalent	88(a)	Dans les 120 jours suivant la nomination	O	Bureau de la direction	Taux d'achèvement de 100 %	Documents d'information préparés pour un nouvel administrateur général ou une personne à un poste de niveau équivalent

Titres et numéros de référence des notes de service préparées pour un administrateur général ou équivalent et reçues par son bureau	88(b)	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de réception	O	Bureau de la direction	Taux d'achèvement de 100 %	Titres et numéros des notes d'information
Paquets de documents d'information préparés pour la comparution d'un administrateur général ou d'un équivalent devant une commission parlementaire	88(c)	Dans les 120 jours suivant la comparution	O	Bureau de la direction	Taux d'achèvement de 100 %	Documents d'information préparés à l'intention de l'administrateur général ou d'une personne à un poste de niveau équivalent en vue d'une comparution devant un comité parlementaire
Les institutions gouvernementales qui sont des ministères mentionnés à l'annexe I de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ou des secteurs de l'administration publique centrale mentionnés à l'annexe IV de cette Loi (c'est-à-dire les institutions gouvernementales pour lesquelles le Conseil du Trésor est l'employeur)						
Reclassification des postes	85	Dans les 30 jours suivant le trimestre	N			
Cabinets ministériels (toute institution qui effectue une publication proactive pour le compte d'un Cabinet du ministre)						
Dossiers de documents d'information préparés par une institution gouvernementale à l'intention des nouveaux ministres ou des ministres entrants	74(a)	Dans les 120 jours suivant la nomination	N			

Titres et numéros de référence des mémorandums préparés par une institution gouvernementale pour le ministre et reçus par son cabinet	74(b)	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de réception	N			
Ensemble de notes pour la période de questions préparées par une institution gouvernementale pour le ministre et utilisées le dernier jour de séance de la Chambre des communes en juin et en décembre.	74(c)	Dans les 30 jours suivant le dernier jour de séance de la Chambre des communes en juin et décembre	N			
Paquets de documents d'information préparés par une institution gouvernementale en vue de la comparution d'un ministre devant une commission parlementaire	74(d)	Dans les 120 jours suivant la comparution	N			
Frais de voyage	75	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement	N			
Frais d'accueil	76	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement	N			

Contrats de plus de 10 000 \$	77	Q1-3 : Dans les 30 jours suivant le trimestre Q4 : Dans les 60 jours suivant le trimestre	N			
Dépenses des cabinets des ministres Remarque : Ce rapport consolidé est actuellement publié par le SCT au nom de toutes les institutions.	78	Dans les 120 jours suivant l'année fiscale	N			